

Mon Gouvernement, après l'expérience de ces dernières semaines, se croit entièrement fondé à réclamer des garanties précises et obligatoires contre toute agression imprévue au cours des négociations ainsi que le maintien dans son intégrité du système de défense tchécoslovaque durant cette période.

N° 9

(Traduction)

*Lettre du premier ministre du Royaume-Uni au chancelier
du Reich allemand.*

Le 26 septembre 1938.

Mon cher Chancelier,

J'ai, en ma qualité d'intermédiaire, transmis au gouvernement tchécoslovaque le mémorandum que Votre Excellence m'a remis lors de notre dernier entretien.

Le gouvernement tchécoslovaque m'informe que, tout en persistant dans son acceptation des propositions en vue du transfert des régions allemandes des Sudètes aux termes discutés par mon gouvernement et le gouvernement français et que je vous ai expliqués jeudi dernier, il trouve tout à fait inacceptables les propositions formulées dans votre mémorandum pour l'évacuation de ces régions et leur occupation immédiate par les troupes allemandes, ces mesures devant être prises avant qu'aient été négociées, ou même débattues, les conditions de la cession.

Votre Excellence se rappellera que, dans la lettre que je lui adressais vendredi dernier, je déclarais que toute tentative d'occupation immédiate par les troupes allemandes des territoires reconnus comme devant en principe et dès maintenant faire partie du Reich pour être délimités peu après de façon officielle serait condamnée en tant qu'inutile déploiement de force; j'ajoutais qu'à mon avis, si les armées allemandes entraient dans les régions que vous aviez mentionnées, le gouvernement tchécoslovaque offrirait certainement de la résistance et que cet acte anéantirait par le fait même la base d'action sur laquelle vous et moi étions tombés d'accord il y a une semaine, c'est-à-dire le règlement pacifique de cette question au lieu d'un recours à la force. Je faisais aussi mention de la répercussion à prévoir sur l'opinion publique dans mon pays, en France et, même, dans l'univers entier.

L'évolution de l'opinion depuis mon retour confirme l'incompatibilité des vues que je vous ai exprimées dans ma lettre et dans notre entretien subséquent.

Dans les communications qu'il m'a adressées touchant vos propositions, le gouvernement de la Tchécoslovaquie a fait observer que celles-ci vont bien au delà de ce qui avait été convenu dans le soi-disant plan